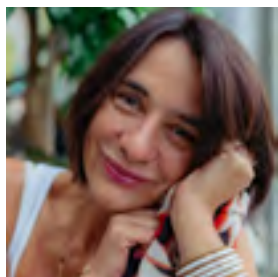


3 | CONCEVOIR LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE ÉCOFÉMINISTE, COMME UN COMMUN

Interview [PASCALE VIELLE] | Les recherches de Pascale Vielle portent sur le droit et les politiques de la protection sociale à l'échelon international et européen, ainsi que sur l'approche du droit par le genre. Professeure de droit social à l'université catholique de Louvain et membre de plusieurs conseils scientifiques, elle a dirigé l'Institut fédéral pour l'égalité des femmes et des hommes, a travaillé à l'Organisation internationale du Travail et a été membre du Conseil supérieur de la Justice]



Quelle lecture écoféministe peut-on faire de la crise actuelle ?

Je pourrais, selon une démarche pragmatique, typique de l'écoféminisme, partir de ma propre expérience. Au tout début de cette épidémie, j'ai traversé des problèmes de santé. Peut-être le Covid-19, et en tout cas une névralgie invalidante et une immense fatigue, alors même que je devais « basculer » six groupes d'étudiants en ligne. J'ai finalement pris quinze jours de repos pendant les vacances de Pâques, et je me suis consacrée à des activités pratiques légères – de vraies vacances en confinement.

J'ai reçu mon premier masque, réalisé par une amie infirmière pendant ses heures de repos ! Ce geste de mon amie m'a aidée à comprendre qu'en dépit des déclarations du gouvernement, le port généralisé de masques dans l'espace public constituait un élément important de la protection collective, mais aussi une protection individuelle relative qui manquait à de nombreuses personnes. A commencer par les intervenants de première ligne qui étaient encore nombreux à ne pas disposer de masques du tout, ainsi que des publics précarisés comme les sans-abri. Alors, moi qui n'avais plus cousu depuis trente ans, j'ai sorti la machine à coudre héritée de la

grand-mère qui m'avait jadis enseigné la couture. Cette expérience, je l'ai partagée avec de nombreuses femmes, et elle a suscité parmi nous des prises de conscience en cascade.

Très vite, nous avons réalisé que, parmi les commerces essentiels, le gouvernement n'avait pas identifié les magasins de tissus et les merceries (plus tard, j'ai d'ailleurs découvert que la filière du textile, elle non plus, n'avait pas été déclarée secteur essentiel, et qu'en dépit de la demande insistante des travailleurs de réorienter la production vers les masques et les blouses pour les soignants, des entreprises avaient préféré la solution du chômage temporaire). Première prise de conscience d'errements politiques dont on ne mesure pas encore l'ensemble des tenants et aboutissants, mais qui aura des conséquences pratiques sur la confection domestique des masques.

Prenons l'approvisionnement en tissu. Beaucoup parmi nous avaient commencé avec du tissu de récupération, mais la volonté était de garantir un matériau d'une hygiène irréprochable (dont une face extérieure en polyester). A cette époque, il n'était en principe pas permis de sortir pour ce qui n'était pas considéré comme une activité essentielle. Pour approvisionner le réseau, certaines ont donc pris rendez-vous avec les marchands de tissu, en veillant à ne pas y aller à plusieurs, et en étant prudentes dans les déplacements vers les fournisseurs, et de l'une à l'autre. La confection de masques était presque une activité clandestine, une forme de « désobéissance civile », qui s'est développée sur l'ingéniosité et la débrouillardise de collectifs de femmes.

En se réappropriant ces savoir-faire si peu valorisés, souvent oubliés, nous avons développé une expertise pratique : « quels tissus adopter pour une bonne protection ? », « comment concevoir un système d'ajustement du masque ? », « comment limiter les chutes de tissu, et les centimètres d'élastique ? », « comment bien utiliser un masque ? », « comment l'entretenir ? ». Nous avons comparé et étudié tous les tutos, testé mille variantes. Conscientes de notre responsabilité à l'égard des utilisateurs de masques, nous voulions leur garantir la meilleure qualité, tout en veillant à concevoir des solutions pratiques – et économes en matières premières rares – qui permettent d'améliorer notre production. La filière s'est révélé un gisement extraordinaire d'innovation technique.

Nous avons compris aussi qu'il y avait des pénuries de certains produits essentiels, comme les élastiques, qu'il fallait faire venir de l'étranger – parfois de Chine. Cela semble insignifiant, mais pour un masque, il faut 40cm d'élastique par personne. Donc pour 2 masques par personne, il faut presque 1m (aujourd'hui vendu en mercerie à 1 € le mètre !). Et les élastiques sont difficiles à remplacer par d'autres solutions confortables et aisées à fabriquer. Beaucoup parmi nous ont alors pris conscience de notre dépendance économique et commerciale à l'égard de pays qui pouvaient brutalement interrompre la chaîne d'approvisionnement de biens parfois essentiels. Et de la nécessité de relocaliser certaines productions.

Un autre aspect qui en a choqué plus d'une, c'est le discours politique infantilisant qui a dominé dès le début à propos des masques. « Les gens vont les mettre n'importe comment, ça causera plus de problèmes que ça n'en résout », « ils se croiront protégés et oublieront les autres mesures de distanciation », etc. Une approche très différente de celle adoptée au Sud Kivu par le docteur Mukwege, qui a immédiatement reconnu l'incapacité du système à affronter la crise sanitaire qui s'annonçait, a enjoint à la population de porter un masque dans l'espace public, et diffusé des consignes simples pour le confectionner et le porter – alors même que nous, couturières belges, n'en avons toujours reçu aucune six semaines après le début de l'épidémie. En réalité, même les maladroits protègent et sont mieux protégés avec plutôt que sans masque. Et pour bien utiliser un masque, il suffit de respecter trois règles élémentaires : 1 - Vous le mettez, vous n'y touchez plus. 2 - Vous l'enlevez par les élastiques et vous le nettoyez. 3 - Et vous mettez un filtre dedans et vous changez le filtre maximum toutes les 3 heures. Certaines couturières ont alors travaillé sur les consignes d'utilisation aux utilisateurs finaux, afin que tout le monde ait accès à la meilleure protection possible.

Et puis surtout, on a développé des solidarités. Dans mon cas, c'était parti d'une volonté de protéger mes proches, de faire quelque chose pour eux. Puis, encouragée par mes amies et mes progrès, j'ai proposé, via un site facebook du quartier, de créer un petit réseau de proximité pour fournir des masques aux travailleurs et travailleuses de première ligne ou à des publics vulnérables. Quand j'ai repris les cours après les vacances, je n'ai pas pu poursuivre la coordination du groupe, que j'ai transmise à la Brigade de solidarité populaire à Saint-Gilles – qui assure désormais la production,

mais aussi la distribution auprès de publics en situation de précarité.

Des amies avaient pour leur part créé dans une autre zone de Bruxelles une communauté d'entraide avec des femmes d'origines socio-économiques variées. Un collectif qui fonctionnait très bien et qui permettait d'organiser l'approvisionnement, de s'échanger des tuyaux sur la confection, d'assurer la distribution, etc. Les couturières étaient motivées par ces échanges, mais aussi par le fait de maîtriser toute la chaîne de production, depuis la fourniture jusqu'à l'identification des groupes de bénéficiaires. Ce collectif s'est mis à produire, en très grand nombre, des masques conformes aux consignes des hôpitaux, donc avec un degré relativement élevé de protection individuelle. En les distribuant à des publics fragilisés, certaines couturières ont parfois découvert qu'elles s'adressaient à des personnes qui n'avaient même pas de quoi se laver les mains, ou tout simplement pas de toit pour se confiner. Le voir et le vivre a un autre impact cognitif que de le lire dans le journal ! C'était à la fois des prises de conscience importantes, et une vraie démarche d'entraide. Entre femmes, et vis-à-vis d'autrui.

Alors que tout ce mouvement était né d'un élan solidaire et bénévole (certaines, dont moi-même, avions acheté du tissu à nos frais), des collectifs du secteur non marchand et des pouvoirs locaux ont bientôt commencé à commander aux réseaux de couturières des masques en grande quantité, souvent pour leurs travailleurs. Ces organisations, et puis ensuite le gouvernement, ont « naturalisé » la gratuité de la confection des masques, et même des fournitures (2 à 3 € par masque). Aujourd'hui, on trouve sur le marché des masques, jetables ou en tissu, parfois très chers et de qualité douteuse. Et puis il y a les masques « solidaires », et gratuits, pour lesquels on compte sur les organisations de couturières. L'évolution du discours officiel à l'égard du port du masque s'est donc en réalité accompagnée d'une récupération de réseaux de solidarité qui s'étaient constitués « malgré » les pouvoirs publics, et pour pallier leur indigence à protéger la population. Les couturières se sont trouvées débordées par la demande, certaines se sont épuisées, et tout ceci a dénaturé le sens profond de leur geste initial ; il n'est pas certain que ces formes d'auto-organisation y survivront.

Par ailleurs, parmi les couturières, il y avait aussi des couturières professionnelles qui, au bout d'un moment et face à cette évolution, ont dit « non. Ou au moins au prix coûtant. D'ailleurs, si possible un peu

plus : c'est notre métier ! ». Alors la question des solidarités entre les femmes s'est posée : les bénévoles ne voulaient pas faire de concurrence déloyale à celles dont c'était le métier. Donc, elles ont commencé à se demander comment organiser les filières de distribution pour faire en sorte d'écouler des masques là où ça ne porterait pas préjudice aux couturières professionnelles. Et puis certaines ont commencé à écrire des slogans sur les masques. Elles ont trouvé du tissu blanc, et ont utilisé les masques comme instrument de mobilisation, pour les soignants, ou d'autres causes.

Pour résumer, toute cette expérience concrète de fabrication de masques a fait émerger plusieurs choses auprès des couturières :

Tout d'abord, « une éthique du *care* » sur laquelle repose toute la démarche, et qu'on peut définir comme une attention et un soin portés à la vulnérabilité, aux plus vulnérables, à l'« autre » que soi-même, au différent. Confectionner des masques, c'est « prendre soin ». Cette éthique est profondément ancrée dans l'approche écoféministe en général. Une éthique de la solidarité aussi, fondée ici sur la prise de conscience d'une commune condition, liée à la dévalorisation structurelle de savoir-faire « féminins », et alimentée par la constitution de réseaux de soutien et d'entraide.

Ensuite, des préoccupations écologiques fondamentales : pourquoi des masques jetables, lorsqu'il est possible d'équiper toute la population de masques réutilisables ? Et dès lors, comment ne pas questionner l'utilisation de cotons démaquillants ou de serviettes à usage unique ? Et de tant d'autres biens non réutilisables d'usage quotidien ? Les couturières ont compris que certains matériaux venaient de très loin, souvent produits par des travailleurs – et des travailleuses ou des enfants – exploités, que l'élastique provient d'un marché mondial dont nous sommes dépendants, et que rien ne remplace tout cela pour le moment à l'échelon local. Qu'en fait, la mondialisation se fait au détriment de tous, puisqu'une fois que la chaîne d'approvisionnement mondiale est stoppée, ces biens de première nécessité disparaissent. Qu'il est nécessaire de relocaliser ces productions.

On voit aussi une autonomisation, liée à la réappropriation d'un savoir faire, et d'une chaîne de production – avec les limites liées à la délocalisation de certains matériaux.

Il y a également une prise de conscience politique progressive, qui se traduit par une organisation, une mobilisation et puis des revendications qui portent sur la revalorisation des métiers « féminins » comme la couture. Des couturières professionnelles se sont désormais organisées en coopérative pour proposer leurs services de confection de masques, avec toute une réflexion politique. Par ailleurs, et de manière plus générale, l'expérience a révélé aux couturières l'invisibilisation des métiers du soin. Qu'en était-il de la protection des infirmières à domicile ? Du personnel dans les homes ? Des logements sociaux ? La presse parlait des décès des personnes âgées, mais il y avait aussi tous ces soignants de première ligne qui n'étaient pas équipés et qui n'avaient rien – et qui outre le risque auquel ils étaient exposés, risquaient de contaminer les patients. Et puis, il y avait aussi les caissières qui n'étaient pas protégées... Les couturières ont donc développé tout une réflexion autour de leur invisibilité, de l'exposition au risque des métiers du soin, métiers en général exercés par des femmes (même s'ils peuvent aussi l'être par des hommes, bien sûr). A partir de là, elles ont élaboré des revendications : que tout le monde puisse se réapproprier ces savoir-faire et que ceux-ci soient revalorisés.

Bien sûr, nous savons tous cela plus ou moins consciemment. Mais en faire l'expérience – c'est bien là un des apports de l'écoféminisme qui adopte une posture pragmatique –, change tout : cette expérience concrète va façonner le regard sur le monde des couturières. Elles ne produiront et ne consommeront sans doute plus de la même façon.

À partir de ces apprentissages, elles questionneront sans doute une institution comme la sécurité sociale en se demandant déjà pourquoi ne protège-t-elle pas mieux les soignants ? En mettant davantage l'accent sur la prévention (leur santé et leur sécurité au travail), par exemple, dans une optique de *care*. En reconnaissant leur contamination comme un risque professionnel ? En se demandant ensuite pourquoi ne nous donne-t-elle pas plus de temps pour nous réapproprier des savoirs et des savoir-faire qui permettraient plus d'autonomie (et de ce fait, une relocalisation des productions) ? Cela vaut pour les masques, mais aussi pour l'alimentation par exemple. Et en se demandant enfin comment peut-elle assurer des besoins essentiels, c'est à dire des besoins d'hygiène, la fourniture de masques et la fourniture d'un toit ? Et puis, à partir de l'épidémie, de manière plus générale, comment la sécurité sociale peut-elle mieux

prendre en considération le soin que nous portons (voudrions / devrions porter) chacun/e à autrui, enfants, personnes dépendantes – malades, âgées – mourantes ? Et comment faire pour que ces tâches de soins soient réappropriées tant par les hommes que par les femmes ?

Il s'agirait de concevoir cette sécurité sociale, dans une perspective écoféministe, comme un commun : c'est-à-dire quelque chose qui ferait l'objet d'une large délibération, et que tout le monde pourrait gérer collectivement. Chacun et chacune devrait pouvoir dire à quoi cette sécurité sociale doit servir, comment il s'agit de la gérer, de la financer.

Pour monter un peu plus en généralité, quelle serait votre vision de la sécurité sociale d'un point de vue écoféministe ?

Au-delà de la transition climatique, les écoféministes vont penser transition « écologique ». Elles vont d'emblée penser le système comme devant à la fois réduire la crise écologique sur le moyen et le long terme et, dans l'immédiat, accompagner ses effets qui se font déjà sentir et vont encore augmenter dans les prochaines années.

A partir de là, il faudrait concevoir la sécurité sociale comme un système « éco-compatible », c'est-à-dire une sécurité sociale qui soutient ce régime économique et la transition climatique, parce qu'elle est conçue dans la conscience de la finitude des ressources naturelles et pour réduire les nuisances environnementales, et par ailleurs qu'elle vise à assurer la résilience de notre société et la protection de chacune et chacun face au changement climatique; mais aussi une sécurité sociale que ce régime de transition climatique soutient en retour, en lui garantissant un financement stable, et indépendant d'une croissance économique qu'il nous faut abandonner.

C'est aussi un système au cœur duquel on place la question du *care*, du soin, à la fois le soin lui-même, comme fonction sociale qu'il est fondamental de reconnaître et de valoriser, compte tenu des problèmes que nous allons affronter, liés à la destruction de notre environnement mais aussi l'éthique du soin. Le système doit être pensé *à partir* de l'éthique du *care* : c'est-à-dire en se mettant à la place du plus vulnérable en se demandant : de quoi

a-t-il besoin?

Cette éthique du *care*, c'est aussi la prévention ? Qu'y a-t-il derrière ce mot « soin » ?

Derrière ce mot « soin », il y a en effet toute la question de la prévention – et de la préparation : stocks de masques, de matériel médical, etc. Toute la question de la santé publique (y compris d'ailleurs la question du corps des femmes dans cette santé publique et notamment toute la problématique des violences obstétriques).

Il y a tout le soin aux personnes vulnérables, dépendantes, handicapées, les personnes âgées, les petits, les personnes malades, les personnes en fin de vie... c'est très large. Le soin qu'il convient de leur dispenser, ces actes concrets et répétitifs, fondés sur « l'attention » à leurs besoins, la « prévention » de ces besoins – on revient à la notion de prévention.

Mais il y a encore au-delà l'idée du soin qu'on peut apporter à la terre et à notre environnement proche. Et ça, c'est une étape supplémentaire. L'idée serait que la sécurité sociale incite à développer des collectifs qui cogèrent des communs, des communautés locales, d'énergie, d'agriculture... Et qu'elle alloue à cet effet du temps à chacune et à chacun. Sachant que ces collectifs doivent être pris en charge tant par des hommes que par des femmes, sinon, on retombe dans les travers qu'on veut éviter, et on renforce un système qui tend à faire assurer par les femmes les activités les moins rémunérées. C'est une réflexion qu'il s'agit de construire exactement de la même manière que la réflexion en cours autour des congés parentaux, par exemple.

Afin de clarifier une dernière chose pour ceux et celles qui ne connaissent pas très bien l'écoféminisme: en quoi le fait que ce soient des femmes qui aient amorcé ces réflexions autour des masques n'indique pas un retour de l'essentialisme ?

Si vous regardez la mouvance écoféministe, il existe des écoféministes essentialistes, bien sûr. Et il y en a d'autres qui ne sont pas dans cette perspective-là, que l'on peut qualifier plutôt de « constructivistes » : elles

viennent du mouvement syndical ou adoptent une approche plus politique. Pour ces dernières, cette proximité des femmes et de la terre - ou des femmes et de la couture, pour reprendre notre exemple -, constitue une construction sociale : historiquement, les femmes se sont transmis des savoirs et des savoir-faire qui en réalité, devraient être ceux de tous. Dans une vidéo récente, Vandana Shiva dit en substance « ce n'est que le début de beaucoup de problèmes qui vont augmenter avec le réchauffement climatique et les crises environnementales. Si j'ai un seul mot à dire aux jeunes - les garçons comme les filles - c'est de vous réapproprier les métiers manuels : ce sont les métiers qui auront le plus de valeur à l'avenir ».

Ce leitmotiv écoféministe de « reclaim », de réappropriation de savoirs, de savoir-faire, indispensables à la transition écologique, et dévalorisés parce que considérés comme « féminins », s'applique à toutes et tous. A la limite, peu importe que la posture de telle ou telle écoféministe soit naturaliste, essentialiste ou constructiviste, qu'elles pensent que les femmes sont naturellement proches de la Terre ou qu'il s'agit d'une construction sociale. Parce que leur revendication, c'est que ces valeurs féminines, ces savoirs-faire féminins qui se transmettent de mère en fille, de grand-mère en petite-fille, soient réappropriés par toutes et tous, pour le bien à la fois de l'humanité et de la nature, que nous devons envisager dans une relation de continuité.